



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.5/50/L.33
1er avril 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
CINQUIÈME COMMISSION
Points 116 et 38 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1996-1997

LA SITUATION DE LA DÉMOCRATIE ET DES DROITS DE L'HOMME EN HAÏTI

Projet de décision présenté par le Vice-Président à l'issue
de consultations officielles

La Cinquième Commission,

Ayant examiné le projet de résolution A/50/L.67, les incidences sur le budget-programme présentées par le Secrétaire général¹, les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires², la lettre du 12 mars 1996 adressée au Président de l'Assemblée générale³ par le Secrétaire général et la lettre du 14 mars 1996 adressée au Président de la Cinquième Commission par le Président de l'Assemblée générale⁴,

Rappelant que l'Assemblée générale, dans sa résolution 50/214 du 23 décembre 1995, a déjà prié le Secrétaire général de faire des économies d'un montant de 103 991 200 dollars et l'a aussi prié d'exécuter pleinement tous les programmes et activités prescrits,

Réaffirmant le processus budgétaire qu'elle a approuvé dans sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986 et ses résolutions pertinentes ultérieures,

Décide d'informer l'Assemblée générale que si elle adoptait le projet de résolution A/50/L.67, le Secrétaire général serait autorisé à engager des dépenses d'un montant brut de 2 millions de dollars (montant net : 1,8 million

¹ A/C.5/50/52.

² Voir A/C.5/50/SR.48.

³ A/50/891.

⁴ A/C.5/50/56.

de dollars) pour la période allant du 8 février 1996 au 31 mai 1996 si le mandat était prorogé au-delà du 7 février 1996;

Prie le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, au plus tard le 15 mai 1996, des propositions sur les moyens de financer ces dépenses dans le cadre du budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997, y compris notamment la deuxième partie de celui-ci;

Décide de revenir sur la question des ouvertures de crédits à la reprise de sa session, en mai 1996, à la lumière des propositions qu'il est demandé au Secrétaire général de présenter dans la présente résolution.
